

Les milliards d'euros créés par la BCE doivent cesser d'alimenter les marchés financiers. Ils doivent servir à financer le développement des services publics, à travers des projets démocratiquement sélectionnés selon des critères économiques, sociaux et environnementaux. Cette note propose de répondre à ces exigences par la création d'un fonds de développement dont elle décrit l'organisation, le fonctionnement et le financement.

Cette proposition peut être immédiatement portée par un ou plusieurs gouvernements de l'UE. Elle peut aider les luttes sociales et politiques à imposer une alternative aux politiques d'austérité. La volonté d'agir pour une refondation radicale de la construction européenne, avec de nouveaux traités, peut y trouver une traduction concrète.

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'université de Paris I, ancien directeur adjoint à la Banque de France, où il a aussi exercé la responsabilité de secrétaire général du syndicat CGT, Denis Durand est aujourd'hui directeur de la revue *Économie et politique*.



Financer l'expansion des services publics en Europe

Financer l'expansion des services publics en Europe

Mobiliser la création monétaire
de la BCE dans un Fonds
de développement économique,
social et environnemental européen

Denis Durand

Note de la Fondation Gabriel Péri

Fondation Gabriel Péri

www.gabrielperi.fr

Tour ESSOR - 14, rue Scandicci - 93500 Pantin - France

T +33 (0)1 41 83 88 50 - F +33 (0)1 41 83 88 59

fondation@gabrielperi.fr

4 €



ISBN 2-37526-013-5



Sommaire

Résumé	p. 7
Un Fonds de développement économique, social et environnemental pour les services publics en Europe	p. 9
1 Un financement monétaire pour le développement des services publics	p. 10
1.1 Le développement de nouveaux services publics, réponse aux tendances déflationnistes du capitalisme financiarisé en crise	p. 10
1.2 Les dépenses pour les services publics sont des « dépenses d'avenir »	p. 12
1.2.1 « Investir » dans les services publics, ce n'est pas seulement accumuler du capital fixe	p. 12
1.2.2 Critères	p. 14
1.3 Un endettement public légitime	p. 15
1.4 L'argent de la BCE pour les Européens	p. 16
1.4.1 Les marchés financiers: des institutions fondamentalement contraires au développement des services publics	p. 16
1.4.2 Le crédit bancaire: un enjeu de pouvoir face à la financiarisation .	p. 19
1.4.3 La création de monnaie par la banque centrale: un levier puissant qu'on peut retourner contre les marchés financiers	p. 22
2 Une nouvelle institution: un Fonds de développement économique, social, écologique, solidaire européen	p. 25
2.1 Donner du pouvoir aux citoyens	p. 25
2.1.1 Des institutions locales, régionales et nationales pour la sélection des projets à financer	p. 26
2.1.2 Organisation institutionnelle du Fonds	p. 27
2.2 Modalités d'intervention du Fonds	p. 28
2.3 Mode de financement	p. 30
2.4 Quel volume de création monétaire mobiliser pour le financement du Fonds?	p. 37
2.5 Lien avec les autres aspects de la politique économique	p. 41
3 Quelles conditions politiques pour la mise en place du Fonds?	p. 42

Résumé

Un développement tout à fait nouveau des services publics est crucial pour répondre aux aspirations des peuples européens ; pour sortir des politiques d'austérité ; pour rendre les économies européennes (l'« offre ») plus efficaces tout en stimulant la demande. C'est à cela que doivent servir les gains de productivité engendrés par la révolution informationnelle, au lieu de supprimer des millions d'emplois au nom de la rentabilité financière, et d'entretenir ainsi une pression déflationniste sur l'économie mondiale. On contribuera ainsi à ouvrir une issue à la crise de civilisation dont l'impasse actuelle de la construction européenne est une manifestation.

Qu'il s'agisse d'environnement et de transition énergétique, de sécurité, de justice, de santé, de formation, de recherche, ou de tout ce qui concourt au développement des capacités humaines, la réalisation de ces objectifs exige un développement considérable de l'emploi public et de la formation des agents chargés des services publics, ainsi que des investissements matériels et de recherche qui doivent l'accompagner.

L'état actuel de l'économie européenne et mondiale démontre que ce n'est pas possible si les gestions d'entreprises et les politiques publiques continuent d'être à la merci des marchés financiers. Il existe une alternative : mobiliser la création monétaire, particulièrement celle des banques centrales nationales et de la Banque centrale européenne qui, ensemble, constituent l'Eurosystème, sous forme de prêts à long terme et à taux d'intérêt réduits (0 % voire moins pour les projets les plus efficaces au regard de critères économiques, sociaux et environnementaux).

Ce financement monétaire doit être réservé à des projets de développement des services publics démocratiquement élaborés, décidés, et contrôlés dans leur réalisation, de façon décentralisée dans les différents États de l'Union européenne. Cette condition serait réalisée par la création d'un Fonds de développement économique, social et environnemental solidaire européen, ci-après désigné comme « le Fonds ».

Son financement serait assuré par la réorientation d'une partie des milliards d'euros que l'Eurosystème injecte sur les marchés financiers.

Son organisation créerait les conditions d'une intervention directe des citoyens et de leurs représentants locaux, régionaux, nationaux et européens sur les décisions en vue de partager les moyens d'une maîtrise nationale et populaire de ces décisions.

Cette proposition peut être mise à l'ordre du jour immédiatement, sans attendre une modification des traités européens, qui sera en tout état de cause nécessaire à terme. Elle peut être portée devant les instances communautaires par un ou plusieurs gouvernements dans une démarche conjointe pour sortir des impasses actuelles de la construction européenne en contribuant à la refonder. Répondant de façon réaliste aux exigences qui naissent de la crise sociale, elle peut contribuer à rassembler des forces importantes en France et en Europe, et à donner aux luttes sociales et politiques la force d'imposer une alternative radicale et réaliste aux politiques néolibérales d'austérité, en ouvrant une nouvelle voie de progrès partagé.